

M. Fujimori a pris l'initiative en combinant trois types d'expérience pour en faire la «doctrine Fujimori». Il a été conseillé de près par M. Hernando de Soto, qui dirige l'Institut privé pour la liberté et la démocratie et a publié un ouvrage à succès intitulé *The Other Path*, qui analyse la vaste économie informelle qu'est le marché gris au Pérou.

PREMIÈREMENT, LES CULTIVATEURS DE COCA NE SERAIENT PLUS CONSIDÉRÉS comme des criminels parce qu'ils cultivent du coca. La terre leur appartiendrait légalement (une mesure appréciée à Washington).

Deuxièmement, on reconnaît la nécessité d'obtenir de meilleurs prix pour les cultures licites en éliminant les tracasseries bureaucratiques et les monopoles étatique et oligarchique exercés sur les marchés de l'exportation.

On doit cet accent mis sur le droit des *campesinos* à participer à la substitution des plantes à M. Iban De Rementaria, un Français qui a collaboré au programme des Nations Unies sur la substitution des plantes dans la haute vallée de la Huallaga. Ce programme encourage les *campesinos* à créer des organismes de base populaire autour des comités communautaires de production. De tels organismes facilitent l'administration de l'assistance technique agricole et, ce qui est plus important, ils offrent à des agriculteurs sans éducation vivant dans une région presque sans lois la force de se défendre contre les dirigeants sans scrupules des coopératives qui commercialisent leurs produits. Comparativement, le programme de substitution de plantes

géré par les États-Unis dans la Huallaga n'a jamais prospéré. À la fin de 1989, un haut responsable de la *US Agency for International Development* s'est vanté d'avoir aidé six agriculteurs seulement dans la région, tandis que l'ONU travaillait avec quelque 3 500 *campesinos*.

La troisième (et la plus impressionnante) partie du programme de M. Fujimori a été conçue par le général Alberto Arciniega, un officier très dynamique nommé par M. Alan Garcia en mars 1989 pour mater la subversion dans la vallée. M. Arciniega a établi son quartier général dans ce qu'il a appelé «le pire du pire», c'est-à-dire la ville d'Uchiza, un grand centre de subversion et de distribution de drogues, où il occupait un petit poste militaire. «Si on peut réussir à Uchiza, on peut réussir n'importe où», disait-il.

Il avait une politique anti-insurrectionnelle classique. Il infligeait des coups durs aux guérilleros grâce aux renseignements fournis par une population gagnée à sa cause parce qu'il était contre l'élimination des plantes de coca. Mais il professait également que les *campesinos* devaient penser à leur avenir. «Le coca est une mode», disait-il. Il fallait cultiver autre chose. Le général Arciniega a persuadé les Nations Unies d'effectuer une étude des sols avec quelque 5 000 agriculteurs, et il les a convaincus que les cultures marchandes et l'agro-industrie compenseraient la disparition progressive du coca. Il a également précisé que lorsque le coca serait remplacé par une solution de rechange économiquement viable, les agriculteurs qui n'auraient pas procédé à la substitution des plantes verraient leurs champs de coca détruits.

LE MAÎTRE D'OEUVRE DE LA DOCTRINE FUJIMORI EST LA COMMISSION AUTONOME pour un autre développement, organisme indépendant chargé de concevoir une politique antidrogues qui servira de base à la négociation avec les États-Unis et d'autres pays désireux de participer à la lutte antidrogues. Pour obtenir un financement américain, le Pérou devra réaliser un tour de force dans l'élaboration de sa politique d'ensemble : concilier judicieusement le développement économique, la lutte contre les drogues et la lutte contre la subversion. Bien que l'administration Bush ait fini par accepter la nécessité de développer d'autres cultures pour éliminer le coca, la plupart des dirigeants américains sont toujours réticents à collaborer avec les *cocaleros* (les cultivateurs de coca) en matière de substitution de cultures, car ils craignent pour leur crédibilité en s'associant à des «criminels» dont le seul souci est de se débarrasser de la DEA.

Pour leur part, les *cocaleros* ne se disent pas contre l'interdiction, mais ils en veulent à la police antidrogues qui, selon eux, volent de l'argent lors des perquisitions domiciliaires. Le chef des *cocaleros* d'Uchiza, M. Cesar Valdizan, âgé de 23 ans, déclare : «Nous ne reprochons pas à la police de lutter contre

le trafic de stupéfiants, mais elle doit s'attaquer aux *firmas* (aux organisations responsables du trafic) et non aux cultivateurs de coca.» Cet avis est partagé par un agronome ayant travaillé avec les *cocaleros*.

Les *campesinos* ajoutent qu'ils veulent pratiquer la substitution des cultures parce qu'ils en ont assez de la violence. La plupart des résidents de longue date et les nouveaux immigrants venus de toutes les régions du Pérou pendant la «ruée vers le coca» subissent des pressions de la part d'un ensemble ahurissant d'«intérêts». Là où il y a du coca (et des «narcos»), il y a des guérilleros (et des voleurs qui se font passer pour des guérilleros, des policiers et des soldats), la police antidrogues financée par les États-Unis, la police anti-subversion formée par les États-Unis, des officiers militaires très mal payés et corrompus et la police nationale d'enquête qui les vole fréquemment (disent-ils) et que les *campesinos* abhorrent sans doute le plus.

La corruption pourrait bien être le talon d'Achille de toute stratégie antidrogues au Pérou. Une campagne anti-corruption débutera en mars pour débloquer les goulots d'étranglement bureaucratiques qui frustrent les gens et les poussent à offrir des pots-de-
vin pour se frayer un chemin dans le système. La question est de savoir si cette campagne pourra atteindre les forces de l'ordre. Au moins un fonctionnaire américain a proféré une menace voilée à l'endroit d'un officier militaire, en déclarant que des défoliants seront utilisés au Pérou si rien n'est fait pour empêcher l'armée de laisser les avions colombiens atterrir dans les aéroports municipaux et de les protéger sur les pistes d'atterris-

sage clandestines de la vallée. Au moment où nous rédigeons ces lignes, les États-Unis ont effectivement suspendu leur participation à un groupe de soutien² visant à aider le Pérou à honorer ses obligations envers le FMI (Fonds monétaire international), afin d'inciter ce pays à prendre des mesures concrètes pour combattre le trafic de la drogue dans les aéroports légaux.

Dans les zones d'urgence inondées de dollars provenant du commerce de coca, les policiers et les militaires, qui ont des soldes de misère, sont obligés de voler pour survivre. Dans la vallée de la Huallaga, la «caution» de libération d'un guérillero capturé est de 1 000 \$; la moitié de cette somme est versée au chef de la police et le reste au procureur de la poursuite. La solde mensuelle d'un grand général d'armée s'élève à 230 \$ seulement, et les commandants reçoivent le prix d'une bière en ville pour la ration quotidienne d'un soldat. Quelques militaires honnêtes sont profondément préoccupés par l'éten-
due de la corruption ; selon l'un d'eux, «si nous combattons la corruption, je pense que nous pourrions combattre très efficacement le *Sendero*.»

AU COEUR D'UNE RÉCESSION ÉCRASANTE, M. FUJIMORI A MONTRÉ QU'IL VEUT vraiment réintégrer le Pérou au sein du système financier international et mettre l'accent sur la nécessité d'une lutte réaliste et intégrée contre le terrorisme et les drogues, lutte qui sera forcément coûteuse. En juillet 1989, dans la Déclaration de Paris, le Groupe des sept a préconisé que l'on favorise davantage les programmes bilatéraux et ceux des Nations Unies pour remplacer les cultures illicites dans les pays producteurs. En février 1990, lors de la réunion des présidents des pays andins à Carthagène (Colombie), M. George Bush a avoué qu'il était important de trouver des solutions de rechange économiques au coca, mais presque rien n'a été fait pour aider les producteurs de cette plante.

La communauté internationale devra faire appel à sa propre volonté politique pour examiner honnêtement la complexité des fléaux symbiotiques que sont au Pérou le coca, la subversion et la corruption, et pour décider si ça vaut la peine de dépasser les gestes symboliques pour accorder une aide substantielle – à temps. □

1. Pendant des millénaires, l'*Erythoxylum coca* a fait partie intégrante de la vie des communautés parlant le quechua et l'aymara au Pérou et en Bolivie. Des millions de gens mâchent couramment la feuille de coca pour ne pas sentir la faim, la soif et la fatigue. Cette feuille est aussi utilisée à des fins médicinales et religieuses.

2. D'après l'ambassade du Pérou à Ottawa, un groupe de pays industrialisés est en train de se constituer pour offrir au Pérou un prêt relais de 800 millions de dollars qui le rendra admissible aux prêts du FMI. Les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne seraient membres de ce groupe naissant ; la Grande-Bretagne s'est retirée.

